

# *Chronique de l'opinion publique*

## *Images du communisme. 2*

---

### *Sur l'effet Kaboul... et quelques autres*

JEAN-LUC PARODI ET OLIVIER DUHAMEL

De la relation à trois joueurs qui lie le PCF, l'URSS et l'opinion, la précédente chronique (1) a analysé la première composante, l'image de l'URSS dans l'opinion française depuis la seconde guerre mondiale en a retracé les principales étapes (basses eaux de la guerre froide, progression constante jusqu'aux années soixante-dix liée à la détente, régression sensible de la dernière décennie), dégagé les structures élémentaires (paix et liberté, guerre et Goulag) et rappelé la perception partisane. Il nous semble en effet que les conséquences éventuelles dans l'opinion publique des prises de positions du PCF à l'égard de l'URSS — interrogation principale de cette recherche — ne peuvent pas ne pas dépendre pour une part des représentations successives que se fait de l'URSS la société politique française.

On est donc mieux armé maintenant pour comprendre les effets différentiels qu'ont entraînés depuis trente ans ces positions internationales du PC, de Budapest à Varsovie en passant par Prague et Kaboul.

#### *L'effet Kaboul (janvier 1980)*

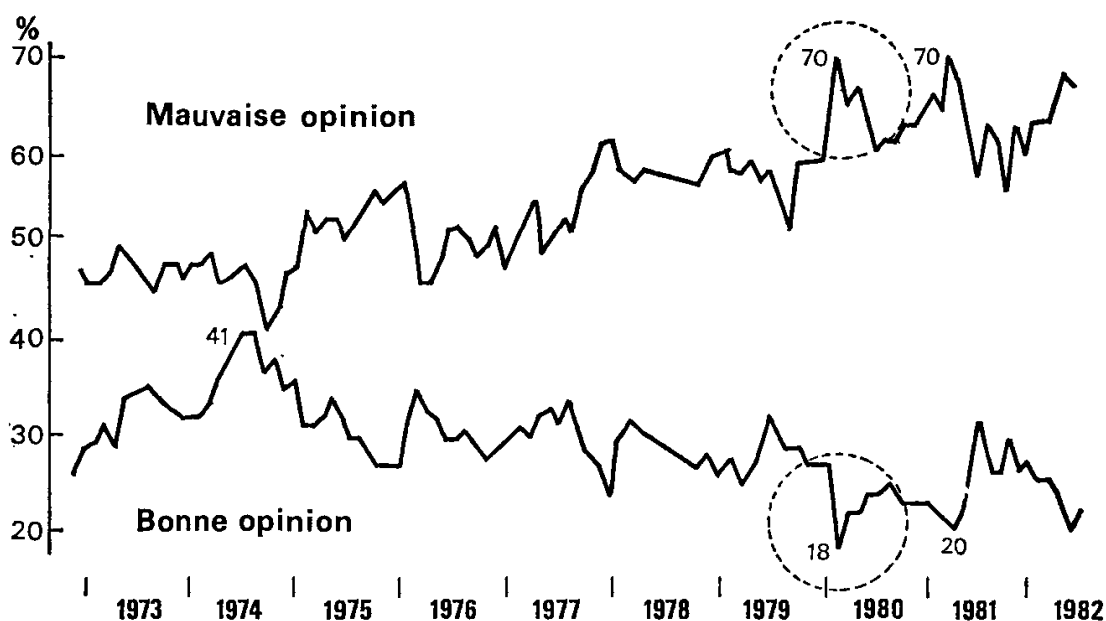
Contrairement à la logique chronologique, on partira de l'événement dont l'effet négatif a été le plus spectaculaire et le plus décisif, le discours télévisé depuis Moscou de G. Marchais approuvant sans réserve l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan.

(1) Olivier DUHAMEL, Jean-Luc PARODI, La dégradation de l'image de l'URSS, *Pouvoirs*, n° 21, 1982.

Deux types d'indicateurs, de nature très différente, en établissent l'importance fondamentale.

La cote du PC, telle que la SOFRES la mesure mensuellement depuis l'automne 1972 pour *Le Figaro* (puis *Figaro-Magazine*), fait apparaître (graphique 1) cette fracture : jamais le PC n'était descendu aussi bas (18 % seulement de « bonne opinion »), jamais les « mauvaises opinions » n'avaient

### Kaboul : l'impopulairité record de février 1980



GRAPHIQUE 1. — L'évolution de la cote (SOFRES) du PC depuis 1972

été aussi nombreuses (70 %), jamais enfin l'évolution d'une enquête à l'autre n'avait été aussi forte (— 9 points d'opinions positives, + 11 points d'opinions négatives) (2). Cette évolution de la cote globale du PC est naturellement d'abord le résultat des perceptions de sympathisants socialistes (3) (et dans une moindre mesure de ceux qui n'indiquent par leur préférence partisane) :

(2) Corrélativement, la cote d'avenir (SOFRES) de G. Marchais s'effondre de 24 % à 17 %.

(3) On sait en effet qu'en raison de la forte hostilité qu'il suscite dans les formations de droite et de la satisfaction naturelle de son propre électorat, le PC doit pour l'essentiel les évolutions de sa courbe aux changements des sympathisants socialistes. Voir cette chronique, *Pouvoirs*, n° 10, 1979.

	Janvier	Février	Différence
<b>Bonne opinion</b>			
<b>Préférence partisane :</b>			
Parti communiste <sup>(1)</sup>	93 %	93 %	= 0
Gauche socialiste	29 %	16 %	- 13
UDF	8 %	1 %	- 7
RPR	6 %	4 %	- 2
<b>Mauvaise opinion</b>			
<b>Préférence partisane :</b>			
Parti communiste <sup>(1)</sup>	5 %	6 %	+ 1
Gauche socialiste	61 %	75 %	+ 14
UDF	86 %	92 %	+ 6
RPR	89 %	89 %	= 0

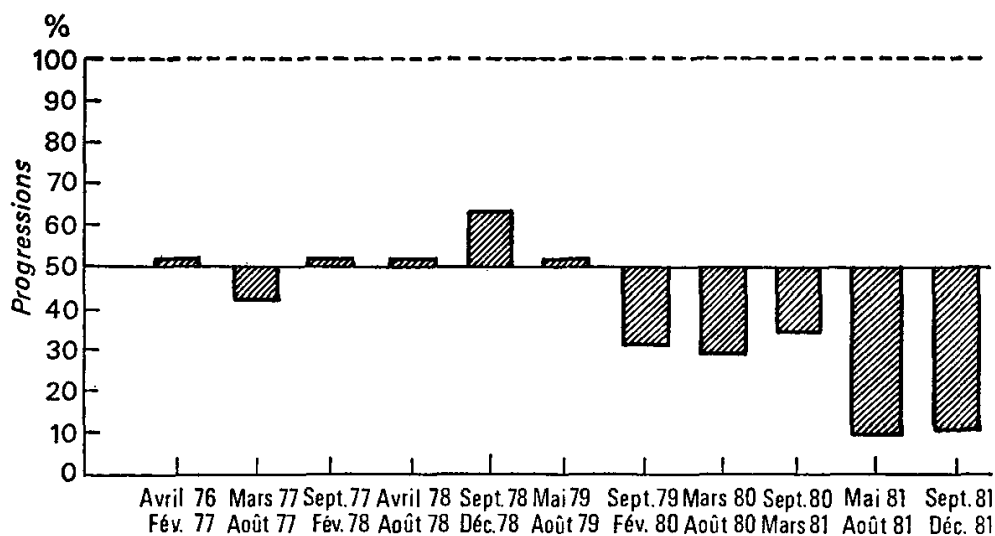
<sup>(1)</sup> On notera que la stabilité communiste peut être surestimée par le fait qu'une partie des personnes interrogées qui se déclaraient proche du Parti communiste auparavant peut ne plus indiquer de préférence partisane, seules les personnes les plus proches de la structure du PC continueront à se déclarer sympathisants.

D'une sensibilisation de la mouvance communiste, on trouve la preuve dans diverses enquêtes d'opinion du premier semestre 1980. Qu'on en juge : 31 % des électeurs communistes se déclarent en désaccord avec la position du PC sur l'Afghanistan (4). De façon plus globale, l'image du PC apparaît fortement dégradée en février 1980 : 51 % de l'ensemble des personnes interrogées ne voteraient pour lui en aucun cas (contre 46 % en avril 1979), 21 % seraient favorables à un Premier ministre communiste (contre 29 %, un an auparavant), 14 % à un Président de la République communiste (contre 21 % toujours à la même date), enfin 61 % estiment que le PC s'est plutôt affaibli depuis 1978 alors qu'ils n'étaient que 36 % à le penser en 1979 (5). Malgré une légère remontée dans les mois qui suivent, la cote du PC va demeurer de février 1980 à mars 1981 au niveau le plus bas de son histoire récente.

(4) « Vous savez que les troupes russes sont intervenues en Afghanistan. Le Parti communiste français a approuvé cette intervention soviétique, en déclarant qu'elle avait été demandée par le Gouvernement d'Afghanistan. Vous-même, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec la position du Parti communiste français sur ce point ? » Enquête Louis Harris-France (14-18 janvier 1980), *Le Matin*, 24 janvier 1980.

(5) Enquête SOFRES, 22-27 février 1980, pour « un groupe de journaux de province ».

## La rupture de 1980



GRAPHIQUE 2. — Progrès et reculs du PC  
aux élections cantonales partielles de 1976 à 1981

Issues des enquêtes d'opinion, ces premières indications sur la fracture de janvier 1980 sont entièrement corroborées par l'analyse des élections cantonales partielles : celles-ci enregistrent en effet à partir de février 1980 un recul régulier des candidats communistes, très fort au premier trimestre et qui se maintient affaibli tout au long de l'année 1980. Le graphique 2 qui établit pour la période 1976-1982 le pourcentage de progressions et de reculs des candidats communistes à ces consultations locales (une fois défalqués les cas de figure aberrants) montre nettement la cassure de 1980 (6). Quand on songe à la dimension locale de ces consultations à la nature de leurs enjeux, au poids des personnalités, on est amené à penser que le bouleversement a dû être profond pour que ses ondes de choc aient pu être encore ressenties de façon aussi générale, dans des unités aussi diverses et aussi éloignées.

Comment doit-on expliquer alors l'ampleur de ce tremblement ? Quatre ordres de raison nous paraissent y contribuer, dont deux touchent à l'image de l'URSS et deux à la situation politique française. Il est inutile d'insister longuement sur les deux premières, dont la précédente chronique a tracé la perspective : d'une part, c'est dans une période de dégradation sensible de l'image de l'URSS dans l'opinion française que le secrétaire général du PC choisit de renouer spectaculairement ses liens avec Moscou ; d'autre part, c'est à l'un des points les plus sensibles de cette image, son aspect belliqueux, qu'il apporte son approbation sans réserves. Mais en

(6) Jérôme JAFFRÉ, Jean-Luc PARODI, Communication à l'Association française de Science politique, La signification politique des élections cantonales, et La gauche plus près de 1976 que de 1981, *La Croix*, 11 mars 1982.

même temps Kaboul, c'est beaucoup plus que Kaboul, car ce réaligement sur les positions soviétiques qui semble refermer définitivement la page ouverte avec la condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie se situe dans la période la plus conflictuelle de l'union de la gauche, ouverte en septembre 1977 et marquée par sa conséquence la plus spectaculaire, l'échec des législatives de 1978. L'événement de janvier 1980 semble avoir joué dans cette perspective un rôle de révélateur sur les trois années précédentes et donné une signification sans ambiguïté à la crise de 1977, dans laquelle le PC va porter rétrospectivement la responsabilité essentielle. En témoigne la très nette modification des perceptions des électeurs communistes sur le degré de changement de leur propre parti « par rapport à l'époque de Staline » (7) ils étaient 54 % au début de septembre 1977 à estimer que le PC avait profondément changé, en janvier 1980 ils ne sont plus que 29 % ; corrélativement, les 9 % qui en 1977 estimaient qu'il avait « très peu en réalité » ou « pas du tout » changé s'élèvent à 34 % en 1980. C'est bien cette interprétation de la désunion de la gauche qui va donner tout son effet à la déclaration spectaculaire de G. Marchais.

Encore ne pouvait-elle emporter toutes ses conséquences électorales que dans le cadre de l'union de la gauche maintenue. Autrement dit, la dissidence électorale d'une frange du PC n'avait de probabilité de se produire et plus encore de se perpétuer que s'il existait une force pour la recueillir et que si la distance idéologique et politique à parcourir était réduite, double condition à coup sûr plus réunie dans les années quatre-vingt qu'au cours des décennies antérieures.

Pour cette quadruple raison, les conséquences de son appui sans nuances à la politique afghane de l'Union soviétique ont été pour le PC d'une incontestable gravité. Elles incitent alors à relire l'histoire des trente dernières années, afin de rechercher les effets différentiels des précédents de Kaboul.

### *Budapest revisité (novembre 1956)*

Et d'abord Budapest. Tout invite au rapprochement. Comme en janvier 1980 en Afghanistan, le PC approuve en novembre 1956 l'entrée des troupes soviétiques en Hongrie. Dans les deux cas, il subit au cours des deux ans qui suivent une grave crise électorale, perdant à chaque fois plus du quart de son électorat. L'analogie, sinon la ressemblance, vaut au moins qu'on aille y regarder de plus près.

De l'effondrement communiste de l'automne 1958, les meilleurs spécialistes électoraux du PC, et d'abord Jean Ranger, ont toujours souligné

(7) « Certains disent que, par rapport à l'époque de Staline, le Parti communiste français a profondément changé. D'autres pensent qu'au fond il est resté le même. Vous personnellement, pensez-vous... qu'il a profondément changé ? qu'il a commencé à changer, mais pas encore profondément ? qu'il a changé en apparence, mais très peu en réalité ? qu'il n'a pas changé du tout. » Enquête Louis Harris-France (14-18 janvier 1980), *Le Matin*, 24 janvier 1980.

le caractère événementiel, lié à la conjoncture spécifique de l'année 1958 et au retour au pouvoir du général de Gaulle et sa non-dépendance de la crise de 1956 (8).

Non bien sûr qu'il s'agisse de nier les effets graves et immédiats de l'affaire hongroise, dont témoigne par exemple le trouble des électeurs communistes en novembre 1956 (9) :

	Octobre 1949	Avril 1951	Août 1953	Novembre 1956	Mars 1957	Janvier 1958
Proportion d'électeurs du PCF aux précédentes élections gé- nérales qui déclarent avoir de nouveau l'intention de voter pour lui	80 %	81 %	95 %	68 %	81 %	84 %

et ses échos encore quatre mois plus tard (10), 19 % des sympathisants communistes déclarent avoir « désapprouvé les Russes de mettre fin à l'insurrection hongroise » (mais 65 % les approuvent), 29 % d'entre eux estiment que le PC a été « assez ou profondément secoué », 18 % enfin pensent que « les événements de Hongrie ont eu une influence sur les Français qui votent habituellement communiste », soit qu'ils estiment (13 %) que « certains sympathisants se sont détachés du parti » soit qu'ils disent (5 %) que « cela a jeté le trouble dans les esprits ». On ne dispose pas d'autres informations sur l'évolution de l'opinion publique que ces deux enquêtes et aucun « baromètre » ne permet comme aujourd'hui de venir confirmer ou infirmer la thèse du « décrochage » provisoire de l'électorat communiste. Il faut donc chercher ailleurs, et particulièrement dans les résultats des élections intervenues entre novembre 1956 et novembre 1958. Les sept élections législatives partielles qui ont eu lieu pendant cette période jouent plutôt dans le sens de la confirmation (11) :

(8) « On peut avancer que la rupture de près d'un tiers de l'électorat communiste avec le Parti auquel il était resté fidèle depuis plus de dix ans est liée au retour au pouvoir du général de Gaulle beaucoup plus qu'aux difficultés du mouvement communiste international et du Parti communiste français, qui s'ouvrent avec le XX<sup>e</sup> Congrès du PCUS et se développent à la fin de l'année 1956 à travers les événements de Pologne et de Hongrie », Jean RANGER, *L'évolution du vote communiste en France depuis 1945*, dans F. BON *et al.*, *Le communisme en France*, A. Colin, 1969, p. 215 et s.

(9) D'après *Sondages*, 1957-3, p. 10.

(10) *Sondages*, 1957-3, p. 8-9.

(11) Première consultation, l'élection partielle de la Seine du 13 janvier 1957 enregistre un fort recul du PC qui passe de 26,3 % en 1956 à 20,5 %, subissant il est vrai la concurrence directe de trois candidats d'extrême gauche, Claude Bourdet (nouvelle gauche, 4,1 %), Pierre Hervé (Communiste national, 1,5 %),

	Seine 13 janvier 1957	Ain 10 mars 1957	Rhône 19 mai 1957	Bouches-du-Rhône 2 février 1958	Nièvre Nord et Seine 2, 9 et 16 mars 1958
Evolution du score du PC par rapport aux résultats du 2 janvier 1956	- 5,8	- 2,9	- 0,9	+ 2,6	+ 2,4 + 3,2 + 1,4

Le seul instrument qui pourrait démontrer cette cicatrisation régulière de la blessure hongroise résiderait, comme pour les années quatre-vingt, dans l'analyse détaillée des cantonales partielles tout au long de l'année 1957. En attendant cette étude cas par cas, on dispose cependant de regroupements annuels dus au Service des Affaires politiques du ministère de l'Intérieur (12) :

	52 élec- tions cantonales partielles de 1956	57 élec- tions cantonales partielles de 1957	Renou- vellement général d'avril 1958	19 élec- tions cantonales partielles de 1958
Evolution du score du PC par rapport aux renou- vellements antérieurs	- 0,2	- 4,2	- 1,5	- 1,8

P. Frank (PCI, 0,5 %). Si les analystes de cette élection ont répugné à recourir à l'interprétation « hongroise », ils n'avancent guère d'autre explication du recul communiste. (« Nous ne croyons pas pour notre part que ce « communisme quotidien » ait été profondément affecté par le drame hongrois », Louis BODIN et Jean TOUCHARD, L'élection partielle de la première circonscription de la Seine, *Revue française de Science politique*, VII, 2, avril-juin 1957, p. 271 à 312.) Deux mois plus tard dans l'Ain, le PC recule également de 24,6 % à 21,7 %, mais ce recul (qui, lui aussi, peut être relié à l'apparition d'un candidat « nouvelle gauche » obtenant 2,7 %) est déjà beaucoup moins important. Encore deux mois, et l'élection de la 1<sup>re</sup> circonscription du Rhône voit le candidat communiste ne plus reculer que de 0,9 (malgré les 3,3 % du nouveau candidat de la « nouvelle gauche »). La boucle est bouclée avec les consultations de février et mars 1958 qui enregistrent toutes des progressions des scores communistes. Tout se passe bien comme si la crise du Parti communiste avait été progressivement résorbée au cours de l'année 1957.

(12) Publiés dans *L'Année politique 1956*, p. 537 ; *1957*, p. 566 ; *1958*, p. 578.

Ici encore, on trouve la confirmation, au moins provisoire, des effets électoraux de la crise hongroise et de leur progressif effacement.

Au terme de ce rappel d'une histoire connue, on peut résumer ainsi les résultats obtenus :

1 / Le drame hongrois a eu des effets immédiats non seulement sur les intellectuels du PC, mais également sur une partie de ses électeurs dont les sondages et les élections partielles des mois suivants ont enregistré le trouble et le décrochage.

2 / Cet effet certain semble cependant s'estomper régulièrement à mesure que le temps passe et que d'autres événements organisent les perceptions.

3 / Cet effacement est peut être facilité par l'inexistence d'une structure d'accueil pour cette frange de l'électorat communiste dont le décrochage provisoire ne se fait en aucune manière au profit de la SFIO ; en novembre 1956 comme en mars 1957, la SFIO (13) ne recueille que 1 % à 2 % des intentions de vote communiste (14) :

*Intentions de vote*

	PC	Socialistes	Radicaux	MRP	Modérés	Autres partis	Sans réponse
Sur 100 personnes ayant voté communiste le 2 janvier 1956 :							
Novembre 1956	68 %	1 %	1 %	—	—	6 %	23 %
Mars 1957	81 %	2 %	1 %	—	—	3 %	13 %

L'absence d'associé-rival, la distance idéologique excessive entre PC et SFIO, la faiblesse de la nouvelle gauche, bref les conditions qui font l'isolement du PC lui ont en même temps rendu plus aisée la tâche de récupération de ses électeurs troublés.

4 / Les événements de Hongrie ne peuvent apparaître comme la cause principale de la crise de l'électorat du PC à l'automne 1958 ; on ne peut exclure en revanche qu'ils l'aient « fragilisé » et rendu plus sensible aux « pressions contradictoires » qu'allait faire peser sur lui le retour au pouvoir du général de Gaulle.

(13) De la même manière, les résultats électoraux de la SFIO aux partielles ne semblent pas corrélés avec ceux du PC.

(14) D'après *Sondages*, 1957-3, p. 11.



*Les lendemains de Prague et la déssoviétisation manquée (1968-1982)*

C'est dans une situation totalement différente que se trouve le PCF quand interviennent en 1968 les événements de Tchécoslovaquie. Progressivement réintégré dans le jeu politique français par les contraintes du mode de scrutin et l'élaboration de l'union de la gauche, le PCF va pour la première fois prendre ses distances avec la politique extérieure de l'URSS en « réprouvant » le 23 août son intervention en Tchécoslovaquie. Même si la déclaration du Bureau politique est quelque peu atténuée dans les jours qui suivent par l'usage du terme de « désapprobation », elle n'en ouvre pas moins une nouvelle phase de l'histoire du PCF, qui va durer approximativement dix ans et sera marquée par la condamnation en décembre 1975 (« si la réalité correspondait aux images, nous la condamnons ») du camp de travail forcé de Riga, révélé par une émission télévisée, l'abandon de la dictature du prolétariat en janvier 1976, la poignée de main Juquin-Plioutch d'octobre et la condamnation de l'« inadmissible marchandage » Corvalan-Boukowski en décembre de la même année. C'est en février-mai 1979 que prend fin cette esquisse de « déssoviétisation », avec le « bilan globalement positif » des pays socialistes que dresse le document préparatoire au XXIII<sup>e</sup> Congrès, retour en arrière dont le discours sur Kaboul puis le refus de condamner le coup de force du général Jaruselski en décembre 1981 symboliseront les plus spectaculaires étapes. Mais cette décennie de distanciation à l'égard de l'URSS ne pouvait pas ne pas modifier et l'image du PCF dans l'opinion politique française et les représentations que se faisait de l'URSS son propre électeurat.

Avant même les événements de Tchécoslovaquie, l'opinion publique dans son ensemble créditait déjà le PCF d'une indépendance accrue à l'égard de l'URSS :

« *Estimez-vous que le Parti communiste français est aujourd'hui plus indépendant de l'Union soviétique qu'il y a dix ans, moins indépendant, ou bien qu'il n'y a pas de changement (15) ?*

<i>Plus indépendant</i>	24 %
<i>Pas de changement</i>	37 %
<i>Moins indépendant</i>	9 %
<i>Ne se prononcent pas</i>	30 % »

tout en continuant à l'estimer trop dépendant :

« *Dans ses décisions, le Parti communiste tient trop compte des intérêts de l'Union soviétique (16) ?*

<i>D'accord</i>	44 %
<i>Pas d'accord</i>	20 %
<i>Sans réponse</i>	36 % »

(15) Enquête IFOP (12-24 juin 1964), *L'Express*, 16 juillet 1964 ; *Sondages*, 1964-3, p. 45.

(16) Enquête SOFRES (février 1968).

Les sympathisants communistes se divisent à ce sujet en deux groupes d'égale force : d'accord : 37 %, pas d'accord : 38 %. Il y a bien dans la mouvance communiste une sorte d'attente de la prise de distance qui va se manifester en août.

Aussi bien l'attitude du Parti communiste devant les événements de Tchécoslovaquie suscite-t-elle immédiatement dans l'ensemble de l'opinion une approbation majoritaire :

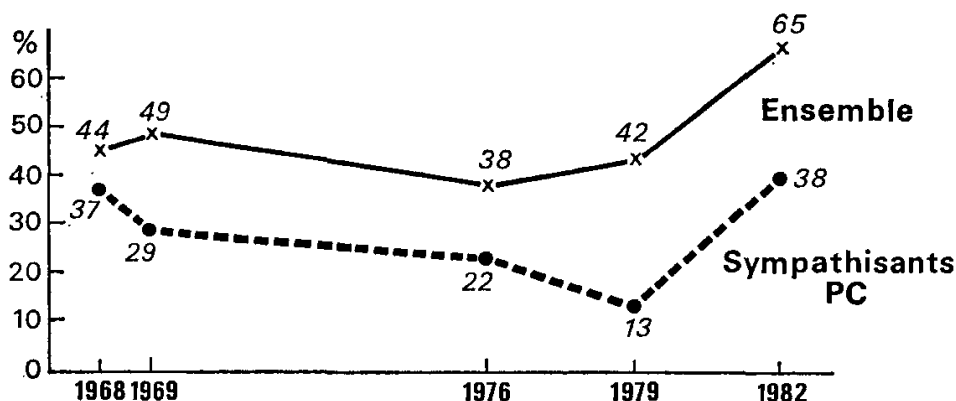
« Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'attitude qu'a prise le Parti communiste français au sujet des événements de Tchécoslovaquie (17) ?

Approuvent	44 %
Désapprouvent	19 %
Ne se prononcent pas	37 % »

et le commentaire de l'IFOP signale que le pourcentage d'approbation s'élève à 52 % dans l'électorat communiste.

Au cours de la décennie qui suit, cette amorce de déssoviétisation va entraîner des effets d'une ampleur inégale (18) dans l'ensemble de l'opinion d'une part, dans la mouvance des sympathisants communistes d'autre part ; faible dans la première (graphique 3), elle est spectaculaire dans la seconde, puisque la proportion de communistes qui trouve le PC trop aligné baisse régulièrement de 37 % en février 1968 à 13 % au début de 1979 (graphique 4). A cet instant, on peut avoir l'impression que le PC a partiellement réglé son problème en réunifiant sur ce plan son électorat.

### Un PC trop soviétique



GRAPHIQUE 3. — « Dans ses décisions le PC tient trop compte des intérêts de l'URSS » (SOFRES)

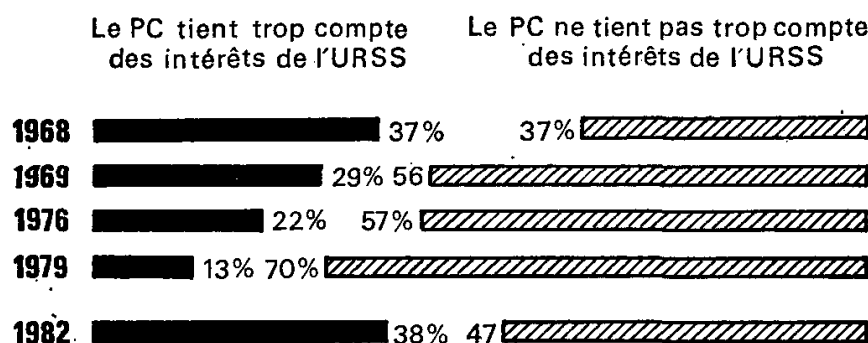
(17) Enquête IFOP (30 août - 6 septembre 1968).

(18) Voire d'un mouvement contraire, comme en 1969 et en 1979.

Le discours « euro-communiste » s'avère alors plus efficace sur ses électeurs que sur ses partenaires ou ses adversaires, mais cette efficacité même en rend d'autant plus dangereux l'éventuel abandon.

Et ceci d'autant plus que la décennie considérée n'était pas aussi uniformément « déssoviétisante » qu'on l'a indiqué jusqu'ici. Ainsi de l'affaire Garaudy (19) dont malgré son exclusion 35 % des sympathisants communistes déclarent avoir « bonne opinion », contre 23 % (de mauvaise opinion). Ainsi encore de l'expulsion de Soljenitsyne (20), dont 61 % d'électeurs communistes estiment qu'il « a eu raison de rappeler les pratiques

**Le retour au point de départ des sympathisants communistes**



GRAPHIQUE 4. — Evolution des divisions communistes sur la dépendance du PC à l'égard de l'URSS (SOFRES)

policières et les camps d'internement en Union soviétique à l'époque de Staline », 65 % qu' « il a eu raison de publier son livre en Occident », 66 % que « le Gouvernement soviétique a eu tort de l'expulser ».

Ces retours en arrière permettent de mettre en évidence les divisions de l'électorat communiste à propos de l'URSS dont témoignent les réponses d'électeurs du PC, en 1974 pour l'affaire Soljenitsyne :

*« Et à propos du bruit que cette affaire a fait en France, diriez-vous plutôt... »*

	Electeurs communistes
— <i>qu'il fallait faire une grande publicité à cette affaire car c'est un principe essentiel qui est en jeu</i>	30 %
— <i>... ou bien que tout cela n'est que le prétexte d'une campagne destinée à nuire à l'Union soviétique</i>	47 %
— <i>Sans opinion</i>	23 % »

(19) Enquête IFOP (25 mai - 2 juin 1970), *Sondages*, 1971/1-2, pp. 77-78.

(20) Enquête SOFRES (27 février), *Nouvel Observateur*, 4 mars 1974.

en 1976, à propos des camps de travail forcé (21) :

« On dit qu'il existe actuellement en URSS des camps de travail et des hôpitaux psychiatriques, où sont enfermés des contestataires du régime soviétique. Croyez-vous que...

	Electeurs communistes
— C'est vrai	41 %
— C'est vrai, mais on en exagère l'importance	42 %
— C'est faux	7 %
— Ne se prononcent pas	10 % »

et trois ans plus tard, à l'occasion du XXIII<sup>e</sup> Congrès (22) :

« A vos yeux, le bilan général du régime communiste en Union soviétique est-il...

	Sympathisants communistes
— Très positif	6 %
— Plutôt positif	33 %
— Plutôt négatif	22 %
— Très négatif	9 %
— Ne se prononcent pas	30 % »

} 39 %  
} 31 %

Cette dernière enquête est particulièrement précieuse, car elle est l'une des rares dont la publication dans la presse ait été accompagnée de quelques informations sur les sous-groupes de l'électorat communiste : « La contestation du bilan soviétique est inversement proportionnelle à l'âge. Forte à 18-34 ans (37 % jugent ce bilan négatif contre 39 % qui le jugent positif), elle décroît jusqu'à plus de 65 ans (23 % seulement le jugent négatif). Les jugements négatifs sont aussi nombreux que les positifs chez les cadres supérieurs, professions libérales et petits patrons (36 % de part et d'autre) et presque aussi nombreux chez les cadres moyens et employés (39 % contre 37 %), les agriculteurs qui votent communistes sont 41 % à ne pas se prononcer sur l'Union soviétique » (23).

La « désoviétisation » inégale des années soixante-dix avait donc réuni les communistes dans l'idée de l'indépendance de leur parti à l'égard de l'URSS, mais les avait également divisés quant aux représentations qu'il convenait de se faire du pays du « socialisme réel ». Or les risques que pouvait entraîner pour le PC cette double perception de l'Union soviétique n'étaient pas de même importance, puisque seuls les « antisoviétiques »

(21) Enquête IFOP (20 au 25 avril 1979), *L'Express*, 5 mai 1979 : l'enquête porte sur 1 004 personnes se déclarant personnellement proches du PC.

(22) Enquête IFOP (13 au 17 janvier 1976), *Le Point*, 2 février 1976.

(23) *L'Express*, 5 mai 1979.

disposaient d'une latitude d'action politique et de dissidence électorale que facilitait encore le maintien de fait de l'union de la gauche.

On comprend mieux dans cette perspective la crise que ne pouvait pas ne pas entraîner l'apparent retour complet à l'allégeance soviétique, manifesté de Moscou le 11 janvier 1980 par le discours de G. Marchais. En janvier 1982, 38 % des sympathisants communistes, plus encore que dans les années soixante, estimeront à nouveau que le PC tient trop compte des intérêts de l'URSS (graphique 4). Entre-temps, le PC a perdu un quart de son électorat.

### *Et Varsovie (décembre 1981) ?*

C'est dans un contexte français sans précédent, dans lequel des ministres communistes partagent les responsabilités gouvernementales, qu'interviennent en décembre 1980 les événements de Pologne et le soutien qu'accorde le PC au coup d'Etat du général Jaruselski, et c'est probablement dans cette situation qu'il faut chercher les raisons de ses conséquences ambiguës.

En premier lieu, l'image du Parti communiste ne subit pas en janvier 1982 (voir graphique 1) une détérioration analogue à celle de février 1980, 26 % de bonne opinion en novembre, 27 % en décembre, 25 % en janvier et février, l'évolution est faible et sans proportion avec le trouble qui caractérise au même moment les milieux intellectuels proches du PC.

Certes, la crise apparaît plus forte à l'occasion des élections sociales de l'hiver 1981-1982, où le recul de la CGT semble subitement s'accélérer. Dans le même sens, les pertes du PC au renouvellement cantonal de mars 1982 (— 6,9 par rapport à 1976) sont supérieures à celles enregistrées aux législatives de 1981 (— 4,5) ou aux cantonales partielles de mai à décembre 1981 (24) (— 5,1) et peuvent indiquer une nouvelle et légère accentuation de la crise électorale du PC.

Mais en même temps, l'effet en est doublement biaisé et affaibli, d'une part par l'absence d'intervention soviétique directe, d'autre part par le flou de la position du Parti communiste dont les ministres ne se désolidarisent pas des très nettes condamnations officielles du Gouvernement, au moment même où le bureau politique invite à comprendre l'action du général Jaruselski.

Cette double ambiguïté explique en partie les réponses des sympathisants communistes à l'égard de « l'attitude du PCF en ce qui concerne les événements de Pologne », attitude que 56 % d'entre eux déclarent approuver et 26 % désapprouver (25). Mais, ajoutée à Kaboul, elle entraîne

(24) Il n'existe malheureusement pas d'élections cantonales partielles entre la mi-décembre 1981 et les cantonales de mars et le PC avait décidé dès le début décembre qu'il ne présenterait pas de candidat aux législatives partielles de janvier 1982.

(25) Enquête SOFRES (8-14 janvier 1982), *Nouvel Observateur*, 23 janvier 1982, et le commentaire de Jacques JULLIARD.

cette « resoviétisation » de l'image du PC qu'on a notée plus haut et que regrettent près de quatre sur dix d'entre eux (38 %). Aussi bien, 42 % des mêmes sympathisants estiment-ils que « ce qui se passe dans les pays communistes est plutôt un obstacle pour adhérer au PCF aujourd'hui » (26). On mesure à lire ces chiffres la catastrophe électorale qu'eût pu être pour le PC en décembre 1980 — que pourrait être un jour pour lui — une rupture « polonaise » de l'union de la gauche.

Au terme de cette double chronique, on peut tirer cinq enseignements essentiels de la relecture de quarante ans de relations entre le PCF et l'URSS :

- De Budapest à Varsovie, toutes les approbations accordées par le PCF aux interventions soviétiques ont entraîné la détérioration de son image et le trouble d'une frange de son électorat.

- La considérable dégradation des représentations de l'Union soviétique dans l'opinion publique française a contribué au cours de la dernière décennie à accentuer ce double effet.

- Celui-ci a été d'autre part d'autant plus profond et d'autant plus durable qu'il existait une structure d'accueil pour ces électeurs communistes en rupture de ban soviétique.

- L'union de la gauche et la concurrence entre associés-rivaux qu'elle organise ont joué dans cette perspective un rôle fondamental : c'est elle qui contraint le PCF à la désoviétisation des années soixante-dix et c'est encore elle qui lui fait payer dans les années quatre-vingt l'abandon de cette même désoviétisation. Parce que la dynamique unitaire qu'elle a créée dans l'électorat de gauche et en particulier dans l'électorat communiste a rendu difficilement supportable la désunion de septembre 1977, la resoviétisation spectaculaire de 1980 sera d'autant plus lourde à payer qu'elle apparaîtra rétrospectivement comme la seule explication plausible des comportements anti-unitaires du PCF durant cette période.

- On peut ainsi décliner les cas de figure qu'entraîne la combinaison de ces deux variables. Autrement dit, le PCF aurait peut-être pu rester pro-soviétique et isolé, modèle 1956. Il pouvait espérer tirer les profits d'une désoviétisation complète dans le cadre d'une union de la gauche sans faille, modèle des années soixante-dix. Mais il ne pouvait pas se resoviétiser dans le cadre d'une union électorale maintenue. Dans la dialectique subtile de l'union et de la différence qu'entraînent pour les composantes des deux coalitions les contraintes du système majoritaire, chaque acteur politique doit maximiser ses spécificités positives et minimiser les défavorables. La « différence soviétique » constitue le point critique de l'image du PC, aujourd'hui plus encore qu'hier.

(26) Enquête Indice Opinion (22-25 janvier 1982), *Quotidien de Paris*, 3 février 1982.